

Principaux résultats du processus de consultations citoyennes au Luxembourg

Lors du Conseil européen du 14 décembre 2018, les chefs d'Etat et de gouvernement seront informés des principaux enseignements qui sont ressortis des consultations citoyennes sur l'Europe qui se sont tenues cette année à l'échelle de l'Union européenne. Les résultats de cet exercice de participation citoyenne, compilés dans un rapport préparé par la Présidence autrichienne de l'UE et la future Présidence roumaine, vont nourrir leurs débats en vue du sommet de Sibiu prévu le 9 mai 2019 et va leur permettre de dégager des priorités d'actions pour les cinq années à venir dans le cadre du futur agenda stratégique 2019-2024.

Pour extraire les principaux messages, préoccupations et propositions des nombreuses heures de débats qui ont passionné des milliers de citoyens dans toute l'Europe, chaque Etat membre était invité à rédiger un rapport de synthèse national.

Au Luxembourg, le processus de consultations citoyennes a été lancé **le 20 avril 2018** par le Premier ministre Xavier Bettel et il s'est terminé le **12 septembre**. **Neuf événements** ont eu lieu sur le territoire luxembourgeois, et ils ont permis à **plus de 3000 participants** de venir débattre, poser leurs questions, soumettre leurs idées.

En dehors des thématiques choisies pour un certain nombre de débats, à savoir la santé, les migrations ou encore les défis de la numérisation, **le spectre des sujets abordés spontanément par les citoyens était très large**. Il a couvert le fonctionnement de l'UE et les relations de cette dernière avec les citoyens, la question du respect de l'Etat de droit, l'émergence de mouvements populistes un peu partout en Europe, le Brexit et ses conséquences, la lutte contre le changement climatique, l'éducation, la place de l'UE dans le monde, la politique sociale ou encore les problèmes pratiques que peuvent rencontrer les citoyens vivant dans une zone frontalière au quotidien.

Principaux résultats du processus de consultations citoyennes au Luxembourg

Le fonctionnement de l'UE et ses difficultés à rester unie sont apparus comme un sujet de préoccupation du public qui s'est montré très majoritairement europhile et soucieux de **voir l'Union européenne mieux expliquée à ses citoyens**.

Une des préoccupations exprimées de façon récurrente était de savoir **comment rendre l'UE à nouveau plus crédible, plus attractive** pour que les **citoyens soient rassurés quant à leur avenir**.

La nécessité de convaincre les responsables politiques de parler vrai aux citoyens européens a été soulignée plusieurs fois. A plusieurs reprises, les participants ont insisté sur le fait que l'acquis européen devrait être davantage enseigné, certains proposant **la mise en place d'un curriculum d'éducation à la citoyenneté pour tous les pays de l'UE**.

Les institutions devraient miser sur **la transparence et la participation**, ont exigé les participants qui ont émis le souhait de **la mise en place d'un processus continu de consultations citoyennes**.

La question du **respect de l'Etat de droit** est apparue comme une préoccupation récurrente des participants aux différentes consultations qui ont eu lieu au Luxembourg.

« Partout en Europe on peut noter **une recrudescence de groupes d'extrême droite et de mouvements populistes** », a constaté un participant qui s'est demandé quelles mesures prendre pour contrecarrer ce développement. Cette question est elle aussi apparue de façon récurrente parmi les préoccupations des citoyens qui ont participé.

Le **Brexit et ses conséquences** sont apparus comme une des préoccupations exprimées par les participants.

La **question migratoire** est un sujet qui est revenu souvent dans les discussions. Les questions posées sur le sujet au cours des différentes manifestations montrent un public préoccupé à l'idée que **l'UE n'a pas été à la hauteur du défi**, et peu convaincu par les accords trouvés. **Le manque de solidarité à l'égard des pays d'arrivée**, notamment l'Italie, est aussi apparu comme une préoccupation des participants. Certains ont relevé que la migration pourrait être favorable à l'Europe pour des raisons démographiques et économiques.

Plusieurs propositions ont été faites. Sur la question de la solidarité entre Etats membres, les participants ont proposé que les aides financières soient redistribuées de manière à « récompenser » les Etats qui font preuve de solidarité. Pour ce qui est de l'accueil de réfugiés, perçu par les participants comme un devoir et une responsabilité de tous les Etats membres, il a aussi été proposé d'instaurer une éducation aux valeurs pour les nouveaux arrivants.

Face au sort des migrants tentant de rejoindre l'Europe pour des motifs économiques, une participante a suggéré d'apporter une solution à travers la politique commerciale de l'UE. Une autre a proposé que le Règlement Dublin donne la possibilité aux migrants de choisir leur pays de destination finale pour des raisons humanitaires.

La **lutte contre le changement climatique** a été abordée à plusieurs reprises par les participants, notamment les plus jeunes d'entre eux.

L'enjeu que représente **l'éducation**, aux différents âges et niveaux, a surgi de façon quasi systématique au cours des différentes manifestations.

La problématique de **la reconnaissance des diplômes et des qualifications**, qui pose encore problème, a été soulevée, tandis que plusieurs témoignages d'étudiants ont montré que **la mobilité des étudiants** pourrait encore être davantage promue.

L'idée de **favoriser l'apprentissage des langues étrangères** et de **promouvoir le multilinguisme dès le plus jeune âge** a compté parmi les suggestions faites le plus souvent au cours du processus de

consultations citoyennes, et ce y compris par le biais de l'envoi spontané de propositions aux organisateurs.

La question de **la compétitivité de l'UE** par rapport à ses partenaires dans le monde est apparue de façon prégnante à plusieurs reprises.

En termes de R&D, le besoin d'une **UE forte en matière de recherche et développement** a été exprimé, avec la nécessité de pouvoir faire face dans les batailles technologiques à venir. **Intelligence artificielle** et **programme spatial** ont été explicitement cités dans ce contexte.

Au cours des discussions certains participants ont exprimé le désir d'instaurer **une politique sociale commune à toute l'UE** pour faire face aux grandes disparités économiques et sociales entre les différents Etats membres.

Les préoccupations liées à la vie quotidienne dans une région transfrontalière ont trouvé naturellement leur place dans ces consultations. Les témoignages des participants ont résonné comme un appel à concevoir le développement de différentes politiques, comme les transports, la santé, la fiscalité, avec une vision qui dépasserait les frontières nationales, ce qui permettrait de lever certaines barrières administratives.